

# ROSA Newsletter

## Zoom









## Les Objectifs du Millénaire pour le Développement : Quelles perspectives à l'heure du bilan ?

Dans la Déclaration du Millénaire (2000), les représentants des Etats membres des Nations Unies ont établi un cadre devant servir de référence pour lutter contre la pauvreté, dans ses différentes dimensions. Des objectifs prioritaires, appelés les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), ont été définis afin de centrer les efforts de la communauté internationale<sup>1</sup>.

A l'approche de 2015, date butoir pour la réalisation des OMD, l'heure est au bilan. Le Sommet des Nations Unies (septembre 2010) a été l'occasion d'une nouvelle révision à mi-parcours des progrès réalisés. Une attention particulière a été accordée à l'identification des bonnes pratiques et des leçons apprises en vue d'accélérer la mise en œuvre des OMD. Mais le bilan reste mitigé et l'ampleur des nouveaux enjeux, en particulier liés aux crises alimentaire et financière, mettent en évidence la nécessité de repenser les stratégies d'action.

Cet article présente une synthèse de l'état des lieux et des enjeux à venir. Il s'intéresse aux résultats du Sommet de New York et s'interroge sur la capacité des gouvernements nationaux et de la communauté internationale à s'engager collectivement pour s'attaquer aux problèmes majeurs de développement.



OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT	
	Objectif 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim
	Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous
	Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
	Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile
	Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle
	Objectif 6 : Combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies
	Objectif 7 : Assurer un environnement durable
	Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

### Evaluation des progrès réalisés : un bilan mitigé

En fixant des objectifs chiffrés pour 2015, les OMD avaient l'ambition de devenir des véritables leviers d'action devant accroître la mobilisation de la communauté internationale. Malgré les limites liées à la faiblesse des données statistiques (cf. encadré No. 1) et au choix des indicateurs, le suivi et l'évaluation des progrès permettent d'identifier les avancées mais aussi les obstacles et les lacunes dans leur mise en œuvre.

#### Encadré No. 1 : La faiblesse des données statistiques pour évaluer l'évolution des OMD

Alors que l'approche des OMD consiste à atteindre des cibles quantifiées, les statistiques sont difficiles à collecter, surtout dans les zones les plus pauvres et pour les données récentes. Cela signifie notamment que la plupart des données datent d'avant la crise de 2007-2008 et la récession mondiale de 2009 et que l'impact chiffré de la crise sur les OMD reste dès lors très imprécis.

<sup>1</sup> Les huit OMD sont déclinés en cibles quantifiables (17) et mesurés selon des indicateurs (48) permettant d'évaluer les progrès accomplis.

Au manque de moyens disponibles pour collecter régulièrement les statistiques s'ajoute le fait que l'ensemble de la population n'est pas toujours recensé dans les registres nationaux des pays en développement. Cela doit inciter à interpréter les statistiques avec prudence.

Source : Centre national de coopération au développement (CNCD), septembre 2010

Dix ans après leur adoption, des progrès sont constatés dans plusieurs domaines : i) la scolarisation dans l'enseignement primaire, ii) la mise en place des interventions clés pour le contrôle de certaines maladies (paludisme, VIH/Sida, rougeole), iii) l'accès aux sources d'eau améliorées dans les zones rurales et iv) le ralentissement des taux de déforestation (même s'ils restent à un niveau inquiétant). Au niveau global, l'incidence de l'extrême pauvreté a reculé entre 1990 et 2005<sup>2</sup>. Toutefois, ces statistiques sont à analyser avec précaution. Cette baisse est liée en partie à la croissance des pays émergents (principalement de la Chine).

Un rapport de l'Institut britannique de Développement International (ODI – *Overseas Development Institute*)<sup>3</sup> se veut encourageant : 11 des 20 pays qui enregistrent des progrès en termes absolus comptent parmi les pays les plus pauvres d'Afrique<sup>4</sup>. Pour l'ODI, même si la date de 2015 n'est pas respectée, de nombreux pays vont dans la bonne direction.

Malgré ces avancées, il reste encore beaucoup à faire pour réaliser les OMD. De fortes disparités persistent. Les pays d'Afrique subsaharienne et les États « fragiles » sont ceux qui ont enregistré le moins de progrès. Les objectifs clés relatifs à la mortalité infantile<sup>5</sup> et maternelle et aux infrastructures d'assainissement sont ceux qui accusent les retards les plus importants. De surcroît, les crises récentes ont accéléré la détérioration de la situation et remis en cause les progrès accomplis.

<sup>2</sup> Il a diminué de 1,8 à 1,4 milliard de personnes, soit de 42% à 25% de la population mondiale.

<sup>3</sup> ODI, *Millennium Development Goal Report Card. Learning from progress*, juin 2010.

<sup>4</sup> La liste des 20 principaux pays ayant enregistré des progrès en termes absolus, inclut le Bénin, le Mali, l'Éthiopie, la Gambie, le Malawi, le Vietnam, l'Ouganda, le Népal, l'Inde, le Cambodge, le Bangladesh, le Honduras, la Mauritanie, le Ghana, la Chine, le Burkina Faso, le Rwanda, le Nicaragua, le Guatemala et le Togo.

<sup>5</sup> La mortalité des moins de 5 ans a baissé de 22% depuis 1990. Toutefois, en Afrique subsaharienne, les améliorations restent insuffisantes. L'Afrique Centrale et de l'Ouest accusent les niveaux les plus élevés (un enfant sur six y décède avant l'âge de cinq ans).

Parmi les indicateurs de l'OMD 1, le rapport 2010 souligne que le nombre d'individus souffrant de la faim ne cesse d'augmenter, alors que dans certaines régions, les progrès, déjà lents, se sont ralentis entre 2000-2002 et 2005-2007. Environ un quart des enfants de moins de cinq ans souffre d'insuffisance pondérale, en grande partie à cause d'un manque de nourriture et d'aliments de qualité, d'une eau impropre à la consommation, de services d'assainissement et de santé insuffisants, et de soins et de pratiques alimentaires inadéquats<sup>6</sup>.

## Des enjeux majeurs pour les cinq ans à venir

### ➤ Le renforcement des liens et des interdépendances entre les OMD

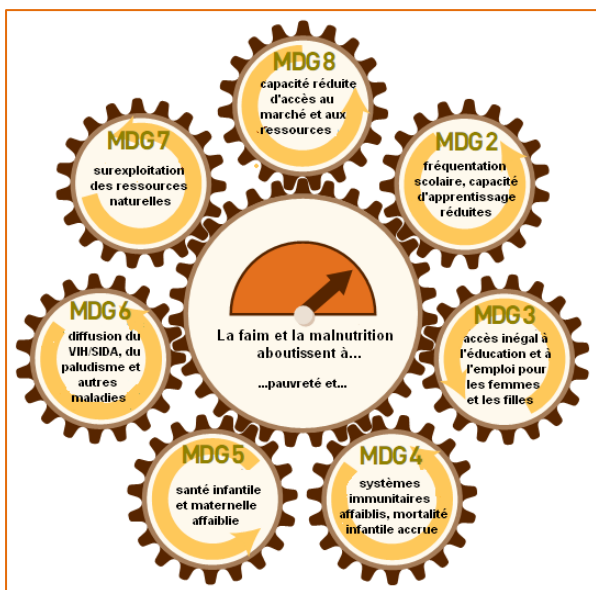
Les OMD sont étroitement liés entre eux. Les progrès accomplis ou les reculs enregistrés sur l'un des objectifs peuvent avoir un effet multiplicateur sur les autres. Ceci s'applique par exemple au lien entre la sécurité alimentaire et la santé (OMD 1, 4, 5 et 6), l'interdépendance entre l'environnement et les efforts de lutte contre la pauvreté (OMD 1 et 7), et l'importance de l'égalité des sexes pour la réalisation des OMD.

Considéré comme l'objectif oublié, l'OMD 1 est d'une importance primordiale compte tenu des interconnexions avec tous les autres OMD (cf. schéma ci-dessous). La malnutrition (cible 3 de l'OMD 1) illustre bien ces interdépendances. Elle est une des principales causes sous-jacentes de la mortalité infantile. Elle entraîne des effets irréversibles à long terme sur les capacités cognitives et d'apprentissage des enfants à l'école et sur leur potentiel professionnel. Des effets sur les générations futures sont également à souligner. Leurs revenus inférieurs, leur mauvaise santé et l'accès restreint à une nutrition adaptée continuent, par la suite, à avoir un impact sur la santé des enfants de la génération suivante, établissant ainsi un cycle à répétition<sup>7</sup>.

Renforcer les efforts pour accomplir l'OMD 1 implique donc de dépasser une vision par objectif et d'adopter une approche intégrée et multisectorielle visant tous les facteurs qui contribuent à l'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle, tels qu'un accès aux aliments, aux ressources, aux services d'eau et d'assainissement, aux soins de santé et à l'éducation (en particulier des filles).

<sup>6</sup> Nations Unies, Objectif du millénaire pour le développement. Rapport 2010, New York, juin 2010.

<sup>7</sup> Revue The Lancet, Série sur la malnutrition infantile et maternelle, février 2008.



Source : FAO

### ➤ La nécessaire remobilisation pour accélérer les progrès

Le rapport intitulé « Le Partenariat mondial pour le développement à la croisée des chemins », élaboré pour préparer le Sommet de New York<sup>8</sup> conclut à de sérieux déficits par rapport aux engagements pris. Il demande des efforts supplémentaires en faveur de la cible de 0,7% du revenu national brut des pays donateurs à consacrer à l'APD.

Le Sommet de septembre dernier était présenté comme une opportunité pour redoubler les efforts pour atteindre les objectifs. Une des principaux résultats de cette rencontre est la mise en œuvre de la stratégie globale pour la santé maternelle et infantile. Elle est ambitieuse et impose de coordonner les efforts pour bâtir sur ce qui a déjà été réalisé - aux niveaux local, national, régional et mondial. Il s'agit d'une avancée majeure mais elle ne doit pas conduire à une marginalisation des autres OMD, en particulier de l'OMD 1<sup>9</sup>. Une approche globale axée sur la sécurité alimentaire doit être privilégiée.

Lors d'un forum organisé en marge du Sommet, deux initiatives de lutte contre la malnutrition ont été lancées. Elles insistent sur l'importance d'agir lors de la période la plus critique entre le début de la grossesse et le deuxième anniversaire de l'enfant

(Mouvement des 1 000 jours)<sup>10</sup> et de renforcer les actions à grande échelle (Initiative SUN – *Scaling Up Nutrition*)<sup>11</sup>. Le Secrétaire Général des Nations Unies a plaidé pour un soutien de ces initiatives. Mais comme il l'a souligné, le principal enjeu réside dans la capacité de tous les acteurs à passer de l'engagement à l'action concrète : « *Si les progrès accomplis sont insuffisants, ce n'est pas parce qu'il est impossible d'atteindre les objectifs du millénaire, ou parce que les délais sont trop courts, mais parce que les engagements ne sont pas respectés, que les ressources ou la volonté mobilisées sont insuffisantes, que le principe de responsabilité n'est pas respecté et que le développement durable recueille un intérêt limité* ».

Une accélération des progrès vers la réalisation des OMD est possible à travers la mise en œuvre de politiques cohérentes et de partenariats de grande envergure.

### ➤ L'appropriation par les pays en développement

Pour les pays en développement, l'appropriation des OMD et leur déclinaison dans les politiques nationales est un facteur essentiel de réussite. Cela passe par un renforcement de leur capacité à définir leurs propres stratégies de développement. Ils doivent également disposer d'une marge de manœuvre suffisante pour adapter ces stratégies aux intérêts et aux besoins spécifiques de chaque pays. Les politiques et programmes « *one size fits all* » sont voués à l'échec. Les pays dans lesquels on constate des progrès ont réussi à mettre en œuvre un ensemble de politiques basées sur des capacités nationales renforcées. De même, il est important de se baser sur les expériences depuis 10 ans pour formuler de meilleures stratégies et privilégier les actions efficaces à grande échelle.

#### Pour plus d'informations :

Nations Unies, Rapport 2010 sur les Objectifs du Millénaire, juin 2010  
ODI, *Millennium Development Goal Report Card. Learning from progress*, juin 2010  
Banque Mondiale, *The MDG after the crisis. Global monitoring report 2010*

<sup>8</sup> Il a été élaboré par le Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des OMD. Il analyse les progrès du partenariat mondial pour le développement, le huitième objectif du Millénaire pour le développement.

<sup>9</sup> Cf. la newsletter de ROSA No. 22.

<sup>10</sup> <http://www.thousanddays.org/about/>

<sup>11</sup> Le cadre d'action « Renforcer la nutrition » préconise deux démarches complémentaires pour lutter contre la malnutrition. La première implique des interventions centrées sur les femmes enceintes et les enfants de moins de deux ans, avec des interventions directes à court terme. La seconde démarche consiste en une manière d'aborder le développement orientée sur la nutrition, visant à combattre les causes de la malnutrition.

# Points de vue sur l'actualité :

## Vers un renouveau du Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale

Le Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA) a été établi en 1974 en tant qu'organe intergouvernemental servant de forum, au sein du Système des Nations Unies, pour l'examen et le suivi des politiques en matière de sécurité alimentaire. En 2009, le CSA a été réformé afin d'y inclure un plus grand nombre de parties prenantes et d'en faire la pierre angulaire de la gouvernance internationale.

Du 11 au 16 octobre, le CSA a tenu sa première session depuis sa réforme. Les débats ont porté sur le processus en cours ainsi que sur d'importantes questions liées à la sécurité alimentaire, telles que les régimes fonciers et les investissements dans l'agriculture, lutte contre l'insécurité alimentaire pendant les crises prolongées et la gestion de la vulnérabilité et des risques.

Rédigé à partir d'une interview avec Maryam Rahmanian (HLPE)<sup>12</sup>, cet article passe en revue le processus en cours, les principaux résultats de la réunion et l'avenir du CSA.

### **Quels sont les changements introduits par la réforme ? Quel rôle va jouer le CSA dans l'amélioration de la gouvernance mondiale ?**

Le CSA nouvelle formule va jouer un rôle majeur dans la nouvelle architecture de la gouvernance mondiale. Il devra constituer une composante centrale du Partenariat global pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, projet initié lors de la Réunion de haut niveau de Madrid (janvier 2009). Dans le cadre de son nouveau mandat, le CSA doit devenir une tribune de discussion, de coordination et de convergence des politiques impliquant un grand nombre de parties prenantes.

L'ouverture de cet espace est l'un des principaux changements introduits par la réforme. L'objectif est de veiller à ce que les voix de toutes les parties prenantes se fassent entendre dans le débat politique. C'est un pas important vers l'amélioration de la gouvernance mondiale. Mais le succès de la réforme du CSA dépend de l'implication et du soutien des gouvernements. Et même si l'on insiste de plus en plus, sur la nécessité de soutenir un processus décisionnel partagé, il va encore falloir du temps avant de réunir tous les acteurs autour de la table. De plus, des engagements sur le long terme seront indispensables pour adopter des solutions appropriées et les mettre en pratique.

Le CSA réformé continuera à être un organe intergouvernemental. Pour en faire une plateforme

plus inclusive, il a été élargi aux parties prenantes issues des secteurs public et privé et d'ONG<sup>13</sup>. Il est extrêmement important que chacun ait les mêmes possibilités de participer. Plusieurs changements sont en cours : la session 2010 a été la première à inclure des membres de la société civile. Ils sont venus en nombre à Rome et nous avons eu des interventions en plénière ainsi que la participation aux groupes de travail et aux activités des groupes consultatifs. La société civile est actuellement en train de mettre au point son propre mécanisme de participation au CSA<sup>14</sup>. Il faut particulièrement veiller à renforcer la capacité de toutes les parties prenantes (y compris les pays en développement) à participer et à négocier dans les instances de prise de décision.

### **Quels sont les principaux résultats de la 36ème session du CSA ?**

Le CSA a accepté d'avancer sur la préparation d'un Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Un processus consultatif et inclusif va être lancé qui est essentiel pour impliquer toutes les parties prenantes et prendre en compte les cadres existants.

Il a été demandé au HLPE de réaliser des études exhaustives sur des questions prioritaires identifiées par le CSA. L'étude sur la volatilité des prix devra ainsi en examiner les causes et les conséquences, mais également toutes les solutions possibles (et non pas seulement les solutions axées sur le marché). Les résultats seront présentés lors de la session 2011 du CSA, le principal défi étant de veiller à ce que l'analyse aboutisse à des actions concrètes.

Concernant les questions foncières, le Comité a décidé de soutenir l'élaboration de directives volontaires afin d'améliorer la gouvernance de la tenure des terres et des autres ressources naturelles<sup>15</sup>. Il s'est agi d'un point sensible lors des débats et la société civile a joué un rôle important dans la décision finale.

La réforme du CSA est un pas important en direction de l'amélioration de la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Mais ce n'est qu'un début et il y a encore beaucoup à faire. C'est au niveau politique que se situe le plus grand défi à relever.

<sup>12</sup> Vice-présidente du Comité directeur du Groupe d'experts de haut niveau (HLPE) sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Le HLPE a été créé dans le but de fournir conseils et expertise au CSA.

<sup>13</sup> Même si le droit de vote continuera à être réservé aux gouvernements membres, la société civile et les ONG et leurs réseaux seront « des participants non votants ».

<sup>14</sup> Plus d'informations sur le Mécanisme de la société civile sur <http://cso4cfs.org>.

<sup>15</sup> Concernant les principes pour des investissements agricoles responsables qui respectent les droits, les moyens de subsistance et les ressources, le Comité réclame davantage de cohérence et de concordance entre les deux processus.



# Agenda

## Evénements passés

- **Conférence sur les défis actuels de la sécurité alimentaire** (5-7 juillet 2010, Kuala Lumpur). Cette conférence a permis de réunir des chercheurs et des représentants d'une dizaine de pays asiatiques, afin de débattre et d'échanger des résultats et des informations scientifiques et techniques en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire en Asie.
- **Intersession de négociation sur le changement climatique** (2-6 août, Bonn). Il s'agissait de l'avant dernière réunion avant la Conférence des Nations Unies sur le climat qui se tiendra à Cancun (Mexique) du 29 novembre au 10 décembre cette année. Les négociations ont peu progressé, elles ont été freinées par l'annonce de l'abandon temporaire du projet de loi sur le climat et l'énergie aux Etats-Unis.
- **Forum sur la révolution verte en Afrique - AGRF** (4 septembre, Accra) Ce forum visait à catalyser les investissements et à accroître les coopérations afin d'encourager le développement de l'agriculture africaine. Il a réuni les parties prenantes du secteur privé et du secteur public. Dans le cadre des discussions, l'amélioration des techniques et l'organisation des structures agricoles sont apparues comme essentielles.

## Evénements à venir

- **11-14 octobre** : 36<sup>ème</sup> réunion du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) – Rome
- **31 octobre-5 novembre** : Conférence sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et les changements climatiques – La Hague (Pays-Bas)
- **29 novembre- 4 décembre** : Forum mondial de la sécurité sociale – Le Cap (Afrique du Sud)
- **29 novembre- 10 décembre** : Conférence des Parties à la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (COP-16) – Cancun (Mexique)
- **Décembre** : 26<sup>ème</sup> réunion annuelle du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RCPA) – Accra (Ghana)

Pour plus d'information : [Evénements à venir](#)

## Nouvelles de la Commission

- **Retour sur le Sommet des Nations Unies sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) : la contribution de l'Union Européenne**

Le Sommet des Nations Unies, qui s'est tenu du 20 au 22 septembre 2010 à New-York, était consacré au suivi des progrès réalisés pour atteindre les OMD. En amont du Sommet, la Commission Européenne a préparé plusieurs documents, notamment : un plan d'action destiné à accélérer les progrès de l'Union européenne dans la réalisation des OMD, adopté le 21 avril 2010, ainsi qu'une brochure sur la contribution de l'Union européenne aux OMD. Lors du Sommet, le Commissaire au développement, M Piebalgs, est intervenu dans un ensemble de tables rondes pour mettre en avant les actions engagées par la Commission dans l'atteinte des OMD. >>>

- **L'intégration de la nutrition dans les interventions de la Commission**

En septembre 2009, EuropeAid a mis en place un Service Conseil en Nutrition (Nutrition Advisory Service - NAS), en collaboration avec la DG DEV et ECHO, afin d'améliorer l'intégration de la problématique nutrition dans les interventions de la Commission. L'enjeu pour le NAS est de promouvoir une approche commune au niveau des délégations, des différentes Directions Générales impliquées et des Etats Membres, en matière de planification, mise en œuvre et suivi-évaluation des activités de coopération de l'Union Européenne. [Plus d'informations](#)

## Nouvelles ressources en ligne

### ➤ Indicateurs de sécurité alimentaire

*Indicateurs pour évaluer les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, OMS, UNICEF, USAID, AED, UCDAVIS, IFPRI, 2008* : Ces organisations ont publié une série de 3 documents sur les indicateurs pour évaluer les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. Ces documents comprennent notamment un guide opérationnel sur les problématiques d'évaluation et une mise à jour des valeurs des indicateurs pour 54 pays, en se basant sur les données des enquêtes démographiques et de santé. [>>>](#)

### ➤ Situation alimentaire et nutritionnelle

*La crise alimentaire au Niger. Un héritage de leçons manquées, The Lancet, août 2010* : Cet article traite de la crise alimentaire au Niger. D'après l'article, les principaux facteurs à prendre en considération pour expliquer la situation actuelle sont le manque de financements de la part des bailleurs, des contextes politiques nationaux défavorables, une aide alimentaire de court terme lente et inefficace, et le désintérêt des bailleurs pour des interventions sectorielles de plus long terme. [>>>](#)

*Commerce transfrontalier et sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest : cas du bassin ouest, CILSS, mars 2010* : Cette étude, fruit de la collaboration entre le CILSS, la FAO, le FEWS NET, le PAM, le RESIMAO et les pays membres, propose une analyse des dynamiques commerciales et de la sécurité alimentaire dans le bassin ouest, visant à fournir des informations pour la mise en place des programmes d'appui à la sécurité alimentaire, des décideurs au niveau national et régional. L'existence d'échanges transfrontaliers participe de la survie de certains ménages vulnérables. Ils ont pourtant été remis en cause par les crises alimentaires et financières successives. L'article plaide en faveur de l'adoption de huit mesures pour assurer la sécurité alimentaire des ménages, précisant pour chacune l'avantage et le coût additionnel de l'action. [>>>](#)

### ➤ Nutrition

*Le diabète en Afrique subsaharienne, The Lancet, juin 2010* : Cet article en anglais montre que la prévalence et le fardeau du diabète en Afrique subsaharienne augmentent rapidement. Une urbanisation rapide et non contrôlée ainsi que des changements de mode de vie significatifs pourraient être à la source de cette épidémie. Cette augmentation rapide constitue un problème socio-économique et de santé publique majeur, dans un contexte de ressources limitées. Il est donc essentiel d'adopter une approche pluri-sectorielle dans les programmes de contrôle et de traitement du diabète dans la région. [>>>](#)

*Pourquoi l'Afrique grossit. Dossier de Jeune Afrique sur l'obésité en Afrique, 2010* : Ce dossier de huit articles vise à sensibiliser le lecteur à propos d'un problème largement ignoré dans les discours politiques en Afrique : l'obésité. L'article "Pourquoi l'Afrique grossit" montre notamment que, à côté des 32% de la population d'Afrique subsaharienne sous-alimentés, il y a aussi une part importante de la population qui mange trop riche et n'effectue pas assez d'activité physique. Il s'agit principalement de la population urbaine (40% de la population africaine), qui a délaissé les pratiques alimentaires traditionnelles des zones rurales, pourtant moins riches en gras et en sucres rapides, et plus riches en fibres et en sucres lents. [>>>](#)

*Analyse de l'impact nutritionnel des politiques. Une étude empirique au Malawi, IFPRI, 2010* : Les auteurs de cet article (disponible en anglais) utilisent un échantillon représentatif des ménages du Malawi et développent une approche systémique pour estimer l'élasticité prix et revenu de la demande d'alimentation et de la consommation de nutriments. Les résultats montrent que compte tenu des nombreuses déficiences nutritionnelles, les politiques liées au revenu sont plus adaptées que les politiques visant à améliorer la nutrition. [>>>](#)

### ➤ Transferts sociaux

*Transferts monétaires et hausse des prix alimentaires: explication des résultats du programme de transferts sociaux en Ethiopie (PSNP) Racher Sabates-Wheeler, Stephen Devereux, 2010* : A partir de l'étude de données du programme PSNP, l'article présente une analyse de l'efficacité des programmes de distribution d'aide alimentaire et de transferts monétaires. Suite à la hausse des prix alimentaires, la pertinence des programmes de

transferts sociaux est en effet remise en cause, nourrissant le débat concernant les stratégies à suivre pour lutter contre l'insécurité alimentaire : aide en nature ou transferts monétaires ? Les résultats de l'analyse s'orientent en faveur de la distribution d'aide alimentaire voire une combinaison entre aide alimentaire et transferts monétaires. Des recommandations sont formulées concernant les mécanismes à mettre en place pour protéger les ménages bénéficiant de transferts monétaires de l'inflation. >>>

### ➤ **Autres thématiques**

***Progrès pour les enfants n°9 : Réaliser les OMD avec équité, UNICEF, 2010 :*** Ce rapport de l'UNICEF publie et analyse des données la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) par différents pays. Le rapport fait le point sur chacun des Objectifs et met en exergue l'existence de fortes disparités entre les régions et les pays du monde. Malgré les progrès réalisés entre 1990 et 2008, les inégalités entre les pays se creusent. Parmi les facteurs à prendre en considération, on note la pauvreté, à des questions de genre et de localisation géographique, mais l'accent est également mis sur la crise financière mondiale, la volatilité des prix alimentaires, l'urbanisation etc. Le premier chapitre traite plus particulièrement de l'OMD 1. Pour cet OMD en particulier, des progrès ont été réalisés, mais ils ne sont pas suffisants. Ces résultats mitigés font écho aux nombreuses dimensions de la nutrition. Pour certaines dimensions, les progrès restent très limités. >>>

***Ce bulletin a été rédigé par l'équipe du Gret chargée de l'animation du ROSA.***

***Le réseau est une initiative de l'Office de Coopération EuropeAid (de l'unité E6 - Ressources naturelles en collaboration avec l'unité G4 - Formation et gestion des connaissances).***

***Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne.***